



Avec le soutien de l'Union européenne  
Fonds européen d'aide aux plus démunis

Met de steun van de Europese Unie  
Fonds voor Europese hulp aan de meest behoeftigen



POD | Maatschappelijke Integratie  
SPP | Intégration Sociale

# Programme opérationnel belge pour le Fonds européen d'aide aux plus démunis: aide alimentaire, aide matérielle et mesures d'accompagnement **2014 – 2020**

---

## *RAPPORT ANNUEL 2019*

---

*Règlement (EU) n° 223/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 relatif au  
Fonds européen d'aide aux plus démunis*

Rédaction: Service Public de Programmation Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté et  
Politique des Grandes Villes.

# CONTENU

I.	Données requises pour chaque année .....	4
1.	Identification du rapport annuel .....	4
2.	Aperçu de l'exécution du programme opérationnel .....	4
2.1.	Informations sur la mise en œuvre du programme en référence aux indicateurs communs .....	4
2.1.1.	Introduction .....	4
2.1.2.	Privation matérielle concernée: privation alimentaire .....	5
2.1.3.	Identification des personnes les plus démunies .....	6
2.1.4.	Sélection des opérations .....	11
2.1.5.	Sélection des organisations partenaires .....	15
2.1.6.	Le système de gestion et contrôle .....	15
2.1.7.	Information et communication .....	22
2.1.8.	Optimisation du système actuel et préparations pour l'année 2019 .....	23
2.2.	Information sur l'évaluation des actions en tenant compte des articles 5(6), 5 (11), et le cas échéant, 5(13) du règlement (UE) n 223/2014 .....	24
2.2.1.	Article 5 (6) – Le risque de double financement .....	24
2.2.2.	Article 5 (11) – Égalité entre les hommes et les femmes .....	25
2.2.3.	Article 5 (13) – Critères objectifs / aspects climatiques et environnementaux dans le choix de l'aide alimentaire .....	25
2.3.	Indicateurs communs .....	27
2.3.1.	Indicateurs de ressources .....	27
2.3.2.	Indicateurs de réalisation relatifs à l'aide alimentaire distribuée .....	29
2.3.3.	Indicateurs de résultat relatifs à l'aide alimentaire distribuée .....	31
2.3.4.	Indicateurs de sortie relatifs à l'aide matérielle de base fournie .....	31
2.3.5.	Indicateurs de résultat relatifs à l'aide matérielle de base fournie .....	31
II.	Rapports présentés en 2017, 2022 et rapport final d'exécution .....	31
3.	Contribution à la réalisation des objectifs spécifiques et globaux du FEAD .....	31
3.1.	Information et évaluation de la contribution à la réalisation des objectifs spécifiques et globaux du FEAD, tels que spécifiés dans l'article 3 du règlement (UE) n° 223/2014 .....	32

III. Annexes.....	32
IV. Annexe: RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 13, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N°223/2014	32
V. Liste des abréviations utilisées .....	32

# I. DONNEES REQUISES POUR CHAQUE ANNEE

## I. IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL

CCI	2014BE05FMOP001
Titre	Rapport annuel 2019
Version	I
Année du rapport	2019
Date de consultation avec les parties prenantes	22/09/2020

## 2. APERÇU DE L'EXECUTION DU PROGRAMME OPERATIONNEL

### 2.1. INFORMATIONS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EN REFERENCE AUX INDICATEURS COMMUNS

#### 2.1.1. INTRODUCTION

Après avoir navigué sur des eaux assez tumultueuses en 2018, c'est dans des eaux plus calmes que le navire FEAD et tout son équipage s'engagent en 2019. L'année 2019 correspond avec l'avant-dernière campagne de la programmation FEAD 2014-2020 et avec la préparation de la nouvelle programmation 2021-2027. Elle a été une année de relative accalmie au titre de la mise en œuvre du FEAD, avant la régata vers la nouvelle programmation et la tempête soufflée parallèlement par la pandémie du COVID-19 en 2020.

Malgré les difficultés rencontrées en 2018, le navire FEAD a réussi à arrondir et à hisser haut la voile grâce à la collaboration active de tout l'équipier qui a su orienter le bateau pour qu'il tire parti de tous les vents pour l'emmener à bon port.

La barre fermement tenue pour garder le cap, la navigation a néanmoins été riche en défis et en réussites: en plus de la gestion courante du FEAD, l'année 2019 s'est caractérisée par de nombreuses activités: évaluation de la programmation, formations, « fields visits » organisées à Bruxelles, élaboration d'une charte sur les invendus, etc.

Malgré quelques intempéries, le navire a amarré à bon port: cette année, ce ne sont pas moins de 9.159,72 tonnes de produits qui ont été distribués à 413.058 personnes dans le besoin.

Comme en témoignent ces chiffres, le FEAD continue de jouer un rôle primordial en Belgique. Il continue de représenter une grande proportion (ente 40 et 50 % de ce que les Banques alimentaires reçoivent et parfois de 70 à 100 % de ce que certaines organisations reçoivent et distribuent).

Avec le vent en poupe, l'AG clôture donc l'avant dernière année du FEAD en Belgique avant de jeter l'ancre définitivement pour signer la fin de la programmation en 2020. La boussole toujours fermement fixée sur le cap: faire du FEAD davantage qu'une aide alimentaire et

l'intégrer dans un contexte plus large d'intégration sociale en intégrant la réduction de la pauvreté dans un cadre multi-dimensionnel et des stratégies coordonnées (éducation à la santé via l'offre de produits de qualité, aide sociale, consommation responsable, lutte contre le gaspillage alimentaire, respect de la diversité culturelle, etc.).

Le présent rapport annuel fournit un aperçu des différentes activités réalisées tout au long de l'année 2019. Ces activités y sont mises en relation avec les indicateurs communs figurant au point 2.3.

### **2.1.2. PRIVATION MATERIELLE CONCERNEE: PRIVATION ALIMENTAIRE**

En 2019, comme prévu dans le Programme Opérationnel (PO), des produits alimentaires ont été mis gratuitement à la disposition des CPAS et des organisations partenaires agréées afin qu'ils soient distribués gratuitement aux plus démunis en Belgique.

L'appel à marché 2019 s'est déroulé comme prévu sans grands contre-temps.

Le programme a été mis en œuvre selon la chronologie suivante :

- Fin 2018 – début 2019 : début de la préparation de la liste des produits pour la campagne 2019.  
Comme pour les campagnes précédentes, le processus a suivi la procédure mise en place par l'Autorité de Gestion (AG) pour la sélection des produits (voir aussi les rapports annuels précédents).
- 1. La première discussion concernant les produits a eu lieu en septembre 2018 avec les partenaires, lors de la réunion de concertation. Une liste de propositions a été faite par l'AG aux partenaires tout en leur demandant de nous donner un feedback. Parallèlement, l'AG a également demandé un feedback aux organisations/bénéficiaires via la newsletter. Lors de la réunion de décembre 2018 la liste des produits a été arrêtée.  
En ce qui concerne les livraisons, l'AG, en accord avec ses partenaires, a décidé de continuer avec le même système que pour la campagne 2017 (pour rappel : utilisation du forfait prévu dans le règlement européen pour les coûts de transport et logistique – voir AIR 2017 et 2018).
- 2. Etant donné qu'il n'y avait que peu de produits nouveaux dans la liste des produits, les experts en nutrition ont été consultés par mail uniquement).
- 3. Une étude de marché a été réalisée par l'AG – sur les nouveaux produits proposés. Cette année il s'agissait de la pâte à tartiner au chocolat (que nous n'avons pas incluse dans la liste finale des produits) et les petits pois. L'output attendu étant d'avoir une idée précise de ce que l'on trouve dans la grande distribution et de pouvoir rédiger la fiche technique du produit. La composition ainsi que les étiquettes des nouveaux produits ont été analysées par l'expert du SPF santé publique qui a également participé aux tests de produits.

4. Les spécifications techniques pour le cahier des charges ont été rédigées par l'AG.
- **Avril 2019** : L'AG engage la procédure pour acheter les denrées alimentaires pour l'année 2018 via un appel d'offres ouvert européen.

La procédure a été lancée le 10/05/2019 pour un montant de **11.849.056,60 euros** (TVA exclue). La séance d'ouverture pour cet appel à marché a eu lieu le 11/06/2019 – sans encombre. L'AG n'a pas connu les mêmes problèmes de signatures électroniques qu'en 2018. De manière similaires, les soumissionnaires ont intégré l'obligation de fournir des offres à deux chiffres après la virgule et n'avons pas eu d'erreurs à déplorer.

**Juin 2019** : les CPAS et les organisations partenaires ont été invités à transmettre leur commande de denrées alimentaires pour l'année 2019 via le site internet de l'AG.

Au même moment, le règlement 2019 a été publié sur le site de l'AG: [https://www.mis.be/sites/default/files/documents/fead\\_-\\_reglement\\_2019\\_fr.docx](https://www.mis.be/sites/default/files/documents/fead_-_reglement_2019_fr.docx)

Comme chaque année, en introduisant une commande, les organisations partenaires agréées et CPAS s'engagent à respecter ce règlement stipulant les conditions pour recevoir de l'aide.

Au total, **737** commandes ont été introduites en 2019.

- **Aout 2019**: Les produits alimentaires disponibles suite à l'appel d'offre ont été répartis en fonction, d'une part, des commandes et des quantités disponibles et, d'autre part, d'un «plafond communal» établi sur la base du nombre de bénéficiaires de RIS par commune concernée.

Comme chaque année, la clé de répartition a été appliquée : le plafond communal établi sur la base du nombre de bénéficiaires du RIS, a été adapté afin de respecter la clé de répartition convenue entre le fédéral et les régions dans le cadre du FEAD. Cette clé de répartition est la suivante:

- o Région Bruxelloise : 23,18%
- o Région Flamand : 23,24%
- o Région Wallonne : 53,57%

- **Décembre 2019** : Début des livraisons. Les produits alimentaires achetés dans le cadre de la campagne 2019 ont commencé à être livrés aux organisations partenaires agréées. Les produits de la campagne 2018 ont continué à être distribués jusqu'en mai 2020. Il n'y a donc eu aucune période vide entre les deux campagnes.

Par conséquent, les CPAS et organisations partenaires ont continué la distribution des produits de la campagne 2018 (qui avait pris du retard – cf. rapport annuel 2018) en 2019.

### 2.1.3. IDENTIFICATION DES PERSONNES LES PLUS DEMUNIES

#### 2.1.3.1. Généralités

Pour rappel, dans le cadre du FEAD, un seul et même critère permet de définir les personnes pouvant bénéficier de produits FEAD : toute personne vivant sous le seuil de pauvreté (indicateur AROP – voir :

[http://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Huishoudens/10.7%20Inkomen%20en%20levensomstandigheden/10.7.1%20Armoederisico/Publication\\_Silc\\_STATBEL\\_FR\\_16%20ma](http://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Huishoudens/10.7%20Inkomen%20en%20levensomstandigheden/10.7.1%20Armoederisico/Publication_Silc_STATBEL_FR_16%20ma)

[i%202018.xls](#)). Ce critère a été retenu car il est simple, objectif et permet de couvrir les personnes les plus précarisées de notre société, notamment les sans-abri, les réfugiés, les sans-papiers, etc.

Les personnes prise en charge par une ILA (initiative locale d'accueil) font néanmoins exception et ne peuvent pas bénéficier de produits du FEAD – pour éviter un risque de double financement.

Une ILA est un hébergement organisé par un Centre public d'Action sociale (CPAS), en partenariat avec l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil). Cet hébergement est destiné aux demandeurs d'asile, durant la première phase de la procédure de demande du statut de réfugié (examen de la recevabilité de leur dossier). Il s'agit d'une aide matérielle, les logements sont entièrement équipés, les frais de fonctionnement (loyer, électricité, nourriture, frais médicaux, etc. ) sont à charge du CPAS.

Comme chaque année, pour la campagne 2019, le seuil de pauvreté a été mis à jour et publié dans le règlement:

- Personne isolée : 13.670€/ net par an
- 2 adultes et 2 enfants: 28.708€/ net par an
- Pour d'autres formations de familles: On assigne une pondération de 1 au premier adulte du ménage, de 0,5 à chaque membre âgé de plus de 14 ans et de 0,3 aux enfants de moins de 14 ans.

**Exemple:** famille avec un adulte et 3 enfants de moins de 14 ans :  $13.670 + (13.670 \times 0,3) + (13.670 \times 0,3) + (13.670 \times 0,3) = 25.973,00$  €/ net par an.

Sur base du critère décrit ci-dessus, chaque partenaire FEAD est tenu de mettre sur pied un mécanisme permettant de vérifier que les bénéficiaires rentrent dans les conditions. L'AG contrôle systématiquement ce mécanisme lors des contrôles sur place.

Dans ce système, le partenariat entre le CPAS et l'organisation partenaire agréée joue un rôle essentiel. Chaque organisation partenaire agréée est tenue de souscrire une convention de partenariat avec le CPAS de la commune ou des communes dans laquelle/lesquelles elle opère.

Le mécanisme d'identification des plus démunis doit être défini dans cet accord de partenariat. Les trois types de mécanismes sont les mêmes que ceux décrits dans nos précédents rapports (convention de type I – attestation individuelle, II – liste de bénéficiaire ou III – capacité à vérifier si la personne satisfait aux critères)

Cette année, l'AG a fait un travail d'analyse du type de convention utilisé par les partenaires. Pour rappel, chaque organisation partenaire agréée peut avoir un ou plusieurs conventions en fonction du nombre de CPAS avec lesquels elle collabore. Voici un aperçu du type de partenariats utilisés par nos organisations:

- Type 1 : 205
- Type 2 : 65
- Type 3 : 317
- Type 1 et 3 : 11

- Type 1 et 2 : 108
- Type 2 et 3 : 31
- Type 1, 2, 3 : 8

Des informations complémentaires sur les conditions d'agrément des CPAS et des organisations partenaires figurent au point 2.1.5. Sélection des organisations partenaires.

### **2.1.3.2. Mesures d'accompagnement**

L'assistance donnée dans le cadre du FEAD doit prévoir des mesures d'accompagnement dont le but est d'atténuer l'exclusion sociale des personnes les plus démunies. Ces mesures peuvent être, par exemple, la proposition de conseils en matière d'hygiène personnelle, des cours de cuisine ou encore la fourniture d'information sur les types de soutiens disponibles. Le but est de favoriser l'intégration sociale des bénéficiaires et favoriser l'autonomie.

Partant du principe que le FEAD n'est pas qu'un programme alimentaire et comme chaque année, l'AG est particulièrement attentive à ces mesures d'accompagnement. Lors des contrôles sur place, elles sont vérifiées systématiquement. Il n'y a pas de grand changement à signaler cette année : les mesures d'accompagnement varient en fonction des formes de distribution et des lieux de distribution. Elles prennent différentes formes en fonction de la situation et des possibilités de l'organisation partenaire agréée.

Comme l'année passée, l'AG a de nouveau interrogé le terrain concernant les mesures d'accompagnement. Cela nous donne de nouveau une vue complète sur les différentes mesures d'accompagnement offertes par nos organisations sur le terrain. Les résultats de cette analyse sont identiques à ceux que nous avons présenté l'année passée : la plus grande majorité des organisations offre une réorientation des bénéficiaires vers les services sociaux compétents (c'est le minimum requis par le règlement). De nombreuses organisations offrent un accueil chaleureux, une écoute et un point de rencontre à leurs bénéficiaires . Plus de 50 % de nos organisations offrent une aide administrative, un accompagnement individuel et une aide dans la gestion du budget.

Viennent ensuite les services de médiation de dette et de préparation, stockage et non gaspillage des denrées alimentaires, mais aussi, en moindre proportion, une offre d'activités culinaires/activités éducatives destinées à promouvoir une alimentation saine, un suivi psychologique.

Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives. Les détails de l'enquête peuvent être trouvés dans l'annexe I.

Comme chaque année, nous souhaitons mettre quelques exemples en valeur :

**CPAS La Louvière** : Le CPAS de La Louvière a mis en place un projet d'insertion socioprofessionnelle à grande échelle qui s'articule autour de divers Magasins Citoyens situés au cœur du centre-ville de La Louvière. Parmi ces services à destination des plus démunis, on peut y trouver :



- Vesti Bulle : une boutique de vêtements de seconde main
- L'Espace Info : où des brochures sur les services offerts par le CPAS sont à disposition de tous
- Zen Latitude : un salon de coiffure et un espace de soins corporels, passeport pour le bien-être des bénéficiaires
- Le Lavoir/Séchoir : pour permettre aux bénéficiaires d'entretenir votre linge en toute convivialité
- Le Relais de l'Emploi : accompagnement des bénéficiaires demandeurs d'emploi
- Au Pré Vert : des petits plats sains, un espace informatique gratuit, un lieu de débats et d'expositions ouverts à tous. Les bénéficiaires peuvent y participer à des animations pour apprendre à cuisiner avec les produits du FEAD, gérer leur budget,...

Des bénéficiaires sous contrat d'articles 60 ont la responsabilité de gérer ces différents services qui sont complémentaires aux distributions des produits du FEAD et de l'épicerie sociale Epilouve. La mise à l'emploi conformément à l'article 60 § 7 est une forme d'aide sociale permettant au CPAS de procurer un emploi à une personne, qui s'est ou qui est éloignée du marché du travail, et a pour objectif de réintégrer cette personne dans le régime de la sécurité sociale et de la réinsérer dans le processus du travail. Le CPAS est toujours l'employeur juridique. Le centre peut occuper la personne dans ses propres services ou la mettre à la disposition d'un tiers employeur. Le CPAS reçoit une subvention des autorités publiques fédérales pour toute la durée de la mise à l'emploi et bénéficie en tant qu'employeur d'une exemption des cotisations patronales.

Lien vers le site web : <https://www.cpas.lalouviere.be/les-magasins-citoyens>

**L'Ouvre Boite** : cette organisation est née en 1998 et propose un soutien matériel mais également un accompagnement moral pour les personnes les plus démunies. Ces derniers y trouvent une réponse à leurs problèmes vitaux : manger, se vêtir, se meubler,... Les familles bénéficiaires y sont prises en charge et un projet d'accompagnement spécifique à leurs besoins est mis en place. L'Ouvre-Boîtes offre plusieurs types de services :

- Services distributifs parmi lesquels on retrouve la distribution de colis FEAD mais également une épicerie sociale, boutique vestimentaire, petit mobilier ainsi qu'un magasin social
- Services d'accompagnement qui offre un accompagnement juridique et budgétaires aux bénéficiaires
- Service d'insertion sociale qui permet aux bénéficiaires de s'épanouir et de prendre confiance en eux par le biais d'activités de théâtre d'improvisation, d'écriture, de cuisine, de dessin, de musique. Chaque semaine, 19h d'atelier sont organisés. Un espace est également réservé aux enfants qui peuvent y bénéficier d'un accompagnement scolaire via une école de devoir ou encore participer à des plaines de vacances.
- Service thérapeutique pour les usagers souhaitant une prise en charge psychologique individuelle. L'organisation vient notamment en aide aux personnes victimes de violence familiale (généralement les femmes et les enfants).

Ces services sont financés pour la plupart par des dons et en autogestion des services distributifs et du magasin d'économie sociale.

### 2.1.3.3. Connexion avec les indicateurs de résultat

À qui les produits FEAD ont-ils été distribués en 2019 ?

Pour pouvoir répondre à cette question et fournir les chiffres des indicateurs de résultat demandés les organisations ont été invitées, comme chaque année, à donner une estimation du nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide en 2019 et à fournir des indications sur le profil des bénéficiaires.

La manière de procéder a été identique que dans le passé : les chiffres doivent être introduits en même temps que la commande de la nouvelle campagne de manière à obtenir un taux de réponse le plus élevé possible.

L'AG constate cette année une nette amélioration des chiffres introduits par les organisations. Alors que dans le passé (avec néanmoins une nette amélioration l'année passée), les organisations introduisaient des chiffres parfois disproportionnés, cette année, la différence entre les agréments réels et le nombre de personnes aidées correspond beaucoup plus à la réalité.

Cette amélioration est due à l'idée d'introduire depuis l'année passée un nouveau champ dans le formulaire de réponse incluant une explication concernant la différence entre le nombre de bénéficiaires réellement aidés et le nombre de personnes dans l'agrément : « s'il y a un grand écart entre votre agrément et le nombre de bénéficiaires réellement aidés, pourriez-vous en expliquer les raisons ci-dessous ».

L'AG en a tiré les mêmes avantages que l'année passée : cela a permis de réduire sensiblement le nombre d'organisations à contacter individuellement car les explications de la différence se trouvaient directement dans le formulaire. Alors que dans le passé l'AG devait contacter de très nombreuses organisations pour demander des clarifications concernant les chiffres, cette année ce nombre a pu être très sensiblement réduit.

Pendant l'année, de nombreuses organisations ont été invitées à revoir leur agrément et cette année, l'AG a identifié une à une toutes les organisations dont l'explication concernant la différence entre nombre de personnes réellement aidées et agrément était liée à un agrément trop bas. L'AG va donc contacter, courant du mois d'octobre de nombreuses organisations pour leur proposer de revoir leur agrément pour la campagne 2020.

En 2018, la somme des agréments était de 353.356 personnes. Il est en 2019 de 388.639 (+33.581 personnes). L'augmentation de bénéficiaires se confirme donc.

En 2019, les organisations déclarent d'avoir aidé **413.058** personnes alors que la somme de tous les agréments est de 388.639 personnes (différence de 24.418 personnes !). Pour rappel, dans le passé, la différence entre les chiffres pouvait dépasser les 100.000 personnes. L'année passée, alors que la correspondance entre les deux données était plus basse que jamais, la différence était d'un peu plus de 40.000 personnes ! Une belle amélioration donc.

Cette année encore, l'AG a donc décidé de ne pas adapter les chiffres transmis par les organisations en fonction des agréments.

Les organisations aident effectivement davantage de personnes que celles qui sont mentionnées par les agréments et ce, essentiellement à cause du grand turn-over au niveau des bénéficiaires (de nombreuses personnes ne se présentent qu'une fois dans l'année et ne reviennent plus).

Dans ce cadre et sur base des chiffres fournis par les organisations, l'AG conclue qu'en 2019 un total de **413.058** personnes ont été aidées dans le cadre du FEAD.

Par ailleurs, nous pouvons constater une diminution générale dans les chiffres soumis par les organisations (si l'on compare avec les années précédentes – tableau 2.3.3). Cela est dû au fait que les organisations remplissent les statistiques avec beaucoup plus de soin. Le fait que la différence entre les personnes aidées réellement et le nombre de personnes des agréments ait autant diminué a un impact sur ces chiffres.

Il ne faut néanmoins pas oublier que les statistiques demandées sont des estimations et que la plupart des personnes travaillant dans les organisations partenaires sont des bénévoles.

#### 2.1.4. SELECTION DES OPERATIONS

Le PO distingue trois types d'actions. Nous présentons ci-dessous un aperçu des opérations réalisées en 2019.

##### 2.1.4.1. Achat de denrées alimentaires et d'articles via marché public européen et leur mise à la disposition des organisations partenaires

En 2019, l'appel d'offre pour l'achat de denrées alimentaires a porté sur un budget de 11.849.056,60 (hors TVA) réparti sur 18 produits : lait demi écrémé, sardines à l'huile d'olive, salade de riz au thon issu de la pêche durable, farine de blé, café moulu 100 % arabica issu du commerce équitable, pâtes: spaghetti, riz, tomates pelées concassées en cubes, haricots verts entiers très fins, petits pois, pois chiches, confiture de fraises allégée en sucre, huile d'olive, chocolat au lait issu du commerce équitable, soupe, chili con carne.

Plus précisément le budget par produit était le suivant:

Lot 1:	Lait demi-écrémé UHT	€ 2.550.000,00
Lot 2:	Sardines à l'huile d'olive	€ 1.000.000,00
Lot 3:	Salade de riz au thon issu de la pêche durable	€ 750.000,00
Lot 4:	Farine de blé	€ 300.000,00
Lot 5:	Café moulu 100% arabica issu du commerce équitable	€ 750.000,00
Lot 6:	Pâtes: spaghetti	€ 750.000,00
Lot 7:	Riz	€ 700.000,00
Lot 8 :	Tomates pelées concassées en cubes	€ 500.000,00
Lot 9 :	Haricots verts entiers très fins	€ 500.000,00
Lot 10:	Petits pois	€ 300.000,00
Lot 11:	Pois chiches	€ 200.000,00

Lot 12:	Confiture aux fraises allégée en sucres	€ 400.000,00
Lot 13:	Huile d'olive	€ 1.000.000,00
Lot 14:	Biscuits secs type petit beurre	€ 342.452,83
Lot 15:	Chocolat au lait issu du commerce équitable	€ 300.000,00
Lot 16:	Soupe	€ 400.000,00
Lot 17:	Pétales de blé au chocolat	€ 400.000,00
Lot 18	Chili con carne	€ 706.603,77
TOTAL:		€ 11.849.056,60

En ce qui concerne les indicateurs de résultat, le tableau ci-dessous spécifie à quel indicateur chaque produit a été associé.

<b>Produits 2019</b>	<b>Lien avec les indicateurs communs</b>
Lait demi-écrémé UHT	Produits laitiers
Sardines à l'huile d'olive	Viandes, œufs, poissons et fruits de mer
Salade de riz au thon	Plats cuisinés, autres denrées alimentaires
Farine de blé	Farine, pain, pommes de terre, riz et autres produits riches en amidon
Café moulu 100% arabica issu du commerce équitable	Plats cuisinés, autres denrées alimentaires
Pâtes: Spaghetti biologiques	Farine, pain, pommes de terre, riz et autres produits riches en amidon
Riz	Farine, pain, pommes de terre, riz et autres produits riches en amidon
Tomates pelées concassées en cubes	Fruits et légumes
Haricots verts entiers très fins en conserve	Fruits et légumes
Petits pois	Fruits et légumes
Pois chiches	Fruits et légumes
Confiture de fraises	Plats cuisinés, autres denrées alimentaires
Huile d'olive	Graisses, huiles
Chocolat au lait issu du commerce équitable	Plats cuisinés, autres denrées alimentaires
Soupe	Fruits et légumes
Chili con carne	Plats cuisinés, autres denrées alimentaires

Comme pour chaque campagne, le choix des produits composant une campagne est fait de manière concertée avec l'ensemble des acteurs: la Fédération des Banques Alimentaires, la Croix Rouge, la Fédération des CPAS, la Fédération des Services sociaux, etc. La composition des listes de produit est le fruit d'importantes réflexions. Des experts en nutrition, en santé publique et en développement durable, ont également été consultés. La procédure mise en place par l'AG pour la sélection des produits a été suivie.

Pour les plats préparés, des analyses organoleptiques ont été effectuées avant attribution.

Les modifications qualitatives apportées les années précédentes ont été en général maintenues et ont été :

- comme pour la campagne 2018 : prix minimum d'achat aux producteurs: afin d'éviter de brader les prix pour les producteurs, un prix fixe a été donné pour l'achat du lait aux producteurs.
- qualité des produits entrant dans la fabrication des produits : afin d'améliorer la qualité des produits, des exigences supplémentaires ont été mises dans le cahier des charges : produits sans OGM), réduction de la quantité de sucre dans certains produits ou éviter des sucres synthétiques
- critère organoleptique pour les plats préparés : ce critère a été maintenu en 2018 vu le bon retour pour la campagne 2017. Il a été couplé avec le critère lié à la qualité nutritionnelle.

Au total, 70 offres ont été présentées. Les 18 lots ont été attribués à 4 soumissionnaires différents: 7 lots à la société SAS Dhumeaux (FR) ; 2 lots à la société SAS Jyco (FR); 6 lots à la Société Française des Riz de Choix (FR) ; et 2 lots à la société Dischamps (FR).

La procédure de lancement et d'attribution de l'appel d'offres n'a pas connu de retard notable. Les premières livraisons ont commencé début décembre 2019 et s'étaleront jusqu'en novembre 2020 – faisant ainsi la soudure avec la campagne précédente (2018) et la campagne suivante (2020).

Les coûts correspondants aux dispositions de l'article 26 2. c) ont été utilisés. Il s'agit d'un montant de 893.445,75 euros qui a été versé aux grands entrepôts dans le cadre de la convention conclue avec eux.

En 2019, un total de **8.841,67 tonnes** de produits alimentaires ont été livrées aux différents CPAS et aux organisations partenaires agréées. Il s'agit des produits de l'appel à marché 2018 et une petite partie de 2019 (= indicateurs de ressources).

#### **2.1.4.2. Distribution des denrées alimentaires et des articles par les organisations partenaires**

La campagne 2018 avait subi de nombreux retards (cf. rapport annuel 2018). Les livraisons avaient donc commencé tardivement (elles avaient commencé début 2019). L'AG avait mis en place des mesures d'urgence pour pallier au retard. La transition vers la campagne 2019 s'est faite tout à fait sagement et nous n'avons pas eu de retard à déplorer.

La distribution des produits de la campagne 2019 a donc démarré en décembre 2019 et est toujours en cours au moment de l'écriture de ce rapport.

Pour rappel, les organisations partenaires agréées peuvent déterminer elles-mêmes la façon dont elles distribuent les produits, pour autant qu'elles respectent la réglementation en vigueur. Elles n'ont pas changé par rapport à ce que nous avons connu dans le passé : la majorité de nos organisations distribuent des colis alimentaires.

Les organisations continuent à distribuer les produits de manière fréquente (plus d'une fois par mois pour la plus grande majorité). Une organisation sur trois continue à ne distribuer que des produits FEAD.

#### *2.1.4.2.1. Etat des stocks*

Comme chaque année, afin de déterminer les quantités qui ont été effectivement distribuées aux plus démunis en 2019 par rapport aux quantités livrées, tous les CPAS et toutes les organisations partenaires agréées ont été invitées à communiquer leurs stocks au 31/12/2019 (via un formulaire web).

Sur 732 organisations, 682 organisations (93,16%) ont envoyé leurs données de stocks au 31/12/2018. C'est un pourcentage similaire à celui obtenu l'année passée.

Les organisations travaillant avec l'application FOOD IT pour la gestion de leur stock n'ont pas dû remplir le formulaire.

Dans le courant de l'année 2019, un total de 9.159,72 tonnes de denrées alimentaires ont effectivement été distribuées aux plus démunis. Les quantités détaillées par produit figurent dans l'Annexe II. Les indicateurs de résultat sont présentés au point 2.3.2.

Il s'agit du solde des produits de la campagne 2017 et des produits de la campagne 2018 pour laquelle les livraisons ont continué jusqu'en mai 2020.

Les livraisons de la campagne 2019 n'ont débuté qu'en décembre 2019. Vu que les livraisons commencent avec des livraisons aux entrepôts, ces livraisons n'ont pas été comptabilisés ici.

#### **2.1.4.3. Assistance technique**

Conformément à l'article 27 du règlement (UE) n° 223/2014, les mesures de préparation, de gestion, de suivi (appui méthodologique, système d'information et de suivi, outils de gestion), d'assistance administrative et technique (y compris frais de salaires d'agents publics statutaires et contractuels en charge du FEAD), d'audit, d'information, de contrôle et d'évaluation concourant à l'exécution de ce programme sont financées dans le cadre de l'assistance technique.

Durant l'année 2019 l'assistance technique a été utilisée pour couvrir les coûts suivants :

- les frais d'agents publics statutaires et contractuels en charge du FEAD,
- les coûts liés aux différents contrôles, notamment les contrôles de production (= les analyses du laboratoire),
- les coûts liés à l'entretien et le développement des systèmes informatiques utilisés dans le cadre du FEAD,
- les frais de déplacement des agents du FEAD,

- les coûts liés à l'évaluation du programme opérationnel 2014-2020 (Universiteit Antwerpen).

En total, il s'agit d'un montant de 572.253,72€.

#### *2.1.5. SELECTION DES ORGANISATIONS PARTENAIRES*

Lors de chaque campagne de cette programmation, la sélection des partenaires chargés de la distribution de l'aide alimentaire gratuite se fait sur la base d'un agrément et ce conformément aux dispositions figurant dans le PO.

Encore une fois, le système tel que nous l'avons décrit dans nos précédents rapports annuels reste inchangé en 2019.

Comme chaque année, l'Autorité de Gestion a actualisé et mis à disposition des CPAS et organisations partenaires le plafond communal de chaque commune sur son site web. De la campagne 2014 à la campagne 2019, 20 organisations ont vu leur plafond communal diminuer automatiquement. Certaines organisations ont ainsi vu leur agrément adapté en ce sens afin que le total des agréments des organisations actives sur une même commune ne dépasse pas le plafond communal annuel de la commune en question.

En 2019, 10 nouvelles associations ont introduit une demande d'agrément : huit en Wallonie, deux en Flandre et une à Bruxelles.

43 associations ont introduit une demande d'augmentation du nombre de leurs bénéficiaires. Toutes les demandes ont été traitées.

#### *2.1.6. LE SYSTEME DE GESTION ET CONTROLE*

Dans le cadre de l'amélioration continue du système de contrôle et de gestion, en 2019 l'AG a continué à optimiser le système. Comme dans le passé, les différentes modifications ont été intégrées sur base des constatations de l'AG même, des recommandations formulées par l'autorité de certification (AC) et des recommandations de l'autorité d'audit (AA).

Comme nous l'expliquions dans le passé, L'AG et l'AA ont établi un processus de travail continu, en plus des audits officiels/ponctuels. Des réunions régulières sont organisées afin de discuter de l'état d'avancement des modifications nécessaires à réaliser dans le Système de Gestion et de Contrôle et/ou des éclaircissements à apporter (procédures, méthode de travail, etc.).

Début 2019, l'AA a réalisé son audit dans le cadre de la validation des comptes (février 2019). Le résultat de cet audit était positif : l'AG a reçu un score de catégorie 2 ce qui signifie que : « le système fonctionne très correctement même s'il appelle encore des améliorations ».

Concernant l'évaluation du système, l'Autorité d'audit a centré sa stratégie sur la complémentarité entre :

- les audits de systèmes ciblés
- les audits d'opérations en tant que tests susceptibles d'alimenter les audits de système sur les exigences clés 1, 3, 4 et 5 (voir rapport)

➤ une démarche d'audit continue, destinée à permettre à l'Autorité d'audit de suivre l'évolution du système, et de mettre en garde les décideurs concernés de manière précoce et autant que de besoin si elle détecte des évolutions risquées (dans le respect du principe d'indépendance).

L'année 2019 a également été mise à profit pour réaliser une évaluation de la programmation 2014-2020. L'AG a en effet lancé une demande d'offre et c'est l'Université d'Anvers qui a gagné le marché. L'objectif étant entre autre de permettre à l'autorité de gestion du programme opérationnel de préparer la prochaine période de programmation 2021-2027.

Le contractant avait pour mission d'évaluer la qualité, l'efficacité, la cohérence et la plus-value du programme opérationnel FEAD 2014-2020.

La mission d'évaluation englobait notamment les aspects suivants :

- Analyse du programme et, plus précisément, les 2 principales actions dans le programme:
  - Achat de denrées alimentaires: analyse de la politique d'achat menée par l'autorité de gestion depuis 2014.
  - Distribution de denrées alimentaires:
    - L'identification des plus démunis,
    - La sélection des organisations partenaires,
    - Le système de distribution, y compris le planning des livraisons et les modalités de livraison modifiées introduites par l'autorité de gestion.
    - La clé de répartition appliquée pour distribuer les denrées alimentaires disponibles sur le territoire et aux organisations concernées.
- Organisation de 2 groupes de discussion (1 francophone, 1 néerlandophone) avec les bénéficiaires finaux du FEAD pour évaluer quelle est leur expérience par rapport à ce qu'ils reçoivent.
- Prise en compte des résultats de l'enquête structurée auprès des bénéficiaires finaux du FEAD organisée en 2017 par l'autorité de gestion ([https://www.mis.be/sites/default/files/documents/rapport\\_enquete\\_fead\\_2017\\_fr.pdf](https://www.mis.be/sites/default/files/documents/rapport_enquete_fead_2017_fr.pdf)).
- Organisation de 2 groupes de discussion (1 francophone, 1 néerlandophone) avec des organisations partenaires directement impliquées dans l'implémentation du FEAD.
- Organisation d'une réunion avec les partenaires de la concertation FEAD (la concertation FEAD rassemble les principaux partenaires (ou associations de partenaires) FEAD).
- Analyse des réponses belges à la 'open public consultation' organisée par la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/employment\\_social/consultation/docs/FEADmid\\_term\\_ASK.xls](http://ec.europa.eu/employment_social/consultation/docs/FEADmid_term_ASK.xls)).

Sur la base de l'évaluation, l'équipe d'évaluation a dû formuler:

- Une synthèse des différents aspects du plan susmentionnés,



- Une évaluation en termes de qualité, d'efficacité, de cohérence, de pertinence et de valeur ajoutée du programme opérationnel 2014-2020,
- Des conclusions qui tiennent compte du contexte et des clauses d'exécution,
- Des recommandations pour la période de programmation suivante.

Tout le processus d'évaluation a été partagé avec les partenaires. Les résultats de l'évaluation également.

Les recommandations formulées par les évaluateurs sont les suivantes :

- Systématisation de la consultation des groupes cibles
- Utilisation systématique des réseaux sociaux
- Relativisation de l'importance de la durabilité dans le contexte du FEAD
- Plaider pour des dates de péremption plus claires
- Encourager la standardisation de l'identification des plus démunis et des parties prenantes
- Meilleure coordination de la commande et de la livraison
- Veiller à la fiabilité des livraisons via la régularité et la communication
- Veiller à plus de transparence et de simplicité dans les informations relatives à la clé de répartition
- Instaurer un support pour les mesures d'accompagnement

L'Autorité de gestion tient le rapport d'évaluation à disposition.

Les recommandations et les choses importantes qui sont ressorties pendant le processus d'évaluation seront prises en compte par l'AG dans la préparation de la nouvelle programmation.

#### **2.1.6.1. Contrôles de production**

Dans le rapport de l'année passée, nous expliquions qu'il n'y a pas eu de contrôles de production de la campagne 2018 en 2018. Etant donné que les livraisons de la campagne 2018 n'ont commencé que début 2019, les contrôles de production ont tous été faits en 2019 (sauf pour un lot). En plus de cela, 3 lots de la campagne 2019 ont été contrôlés. Les autres lots n'ont pas été contrôlés pendant l'année 2019 car ils ne devaient être livrés qu'en 2020.

Pour rappel, avant la livraison des produits aux organisations bénéficiaires, l'AG procède à un contrôle quant à la conformité de ces produits par rapport : 1) aux prescriptions énoncées dans le cahier des charges et 2) à l'offre soumise par le fabricant.

Ces contrôles ont pour but, entre autres, de vérifier les emballages, de calculer les quantités produites et de prélever les échantillons par lot de production. Ces échantillons sont ensuite analysés dans un laboratoire où l'on vérifie que le produit a bien été élaboré en conformité avec les spécifications du cahier des charges.

Après avoir pris connaissance des résultats des analyses – et pour autant que ces résultats démontrent la conformité du produit fini aux prescriptions énoncées – le SPP IS donne son accord au fabricant pour la livraison des produits concernés.

En 2019, au total 290 échantillons de produits de la campagne 2018 et 51 échantillons de produits de la campagne 2019 ont été analysés par le laboratoire Servaco Food Control.

Ces échantillons respectivement ont été pris lors de 73 contrôles pour la campagne 2018 et 10 contrôles de production pour la campagne 2019.

En 2019, aucun problème majeur n'a été signalé à part pour le lot 4 – farine. Pour les autres lots, seuls les problèmes suivants ont été signalés (liste non exhaustive):

- Lait (campagne 2018 et 2019) : Certains résultats d'analyse n'étaient pas conformes au cahier des charges au niveau du poids. Cependant, la moyenne de tous les résultats d'analyse était conforme, ce qui a permis de valider tous les lots.
- Salade de riz au thon (campagne 2018) : La quantité de poisson de certains échantillons n'était pas conforme au cahier de charges. Selon la procédure, les échantillons concernés ont été soumis à une contre analyse, qui a confirmé que les produits n'étaient pas conformes au niveau du poids. Par conséquent, le soumissionnaire a reçu une sanction. Le fabricant a proposé de résoudre le problème en livrant des palettes supplémentaires.
- Café (2018), Spaghetti (2018), Coquillettes (2018), Haricots verts (2018), fromage (2018), poulet aux olives (2018) : Le poids de certains échantillons n'était pas conforme au poids mentionné sur l'emballage. Pour d'autres échantillons par contre, le poids était largement dépassé. La moyenne de toutes les mesures était conforme aux spécifications techniques du cahier de charges et le poids mentionné sur l'emballage. Il n'y a donc pas eu de sanction pour les soumissionnaires.
- Haricots rouges (2018) : Le poids de certains échantillons n'était pas conforme au poids mentionné sur l'emballage. Les échantillons concernés ont été soumis à une contre analyse, qui a démontré que les produits étaient conformes. Par conséquent, le soumissionnaire n'a pas reçu de sanction.

Le principal problème de la campagne 2018 a été rencontré avec la livraison de la farine. En effet, les livraisons étaient prévues entre le 60<sup>ème</sup> et le 90<sup>ème</sup> jour suivant la notification du marché ce qui correspond à des dates de livraison comprises entre le 11/05 et le 11/05 2019. Début septembre 2019, malgré de nombreuses tentatives de contact avec l'adjudicataire (Moulins de Statte), les livraisons n'avaient toujours pas commencé. En effet, l'adjudicataire a connu de nombreuses difficultés à la production. Les livraisons n'ont pu commencer qu'en octobre 2019 et ont pris plus de temps que prévu (ils devaient normalement livrer les quantités en un mois mais il s'est avéré que les livraisons se sont étalées sur plusieurs mois – jusqu'en juin/juillet 2020). L'AG a demandé à Moulin de Statte de suspendre les livraisons pendant le mois de mars car la farine de la campagne 2019 était prévue à ce moment-là et n'a pas connu de retard. L'adjudicataire a reçu des pénalités pour ce retard.

Les principaux problèmes constatés par l'AG lors des contrôles de production restent identiques à ceux qui avaient été exposés dans nos précédents rapports annuels : des problèmes de palettisation, des palettes parfois mal empilées, etc. Dans de tels cas, le fabricant concerné a toujours été contacté dans les plus brefs délais afin de remédier à la situation.

#### **2.1.6.2. Contrôles des factures**

Les factures sont envoyées par l'adjudicataire du marché et réceptionnées par l'AG quelques jours après les livraisons des denrées. Depuis la campagne 2018, nous avons également demandé de recevoir les factures de manière électronique.

Chaque facture est accompagnée par ses bons de livraison (document justifiant la livraison). Chaque bon de livraison doit être daté, signé et cacheté par le destinataire (entrepôt).

Les factures et les bons de livraison correspondants ont été contrôlés à 100%.

Lorsque cela s'est avéré nécessaire, les documents justificatifs imprécis ont été vérifiés et les documents justificatifs manquants ont été réclamés.

Si nécessaire, l'adjudicataire du marché a été invité à relivrer les denrées non conformes ou à fournir une note de crédit.

Un tableau de suivi existe servant à suivre l'entièreté des factures. Ce tableau reprend toutes les factures par lot. On y encode le numéro de la facture, la date, le montant les quantités facturées, ainsi que le résumé du contrôle de la facture et l'état de paiement.

La date de livraison inscrite sur chaque bon de livraison a également été contrôlée, afin de s'assurer que les livraisons ont bien eu lieu pendant les périodes de livraison stipulées dans le cahier de charges. Pour les livraisons qui ont eu lieu en dehors de ses périodes, un justificatif est demandé à l'adjudicataire. Pour les retards de livraison non justifiés, des pénalités de retard ont été appliquées.

Il existe également un tableau de contrôle des délais des livraison dans lequel toutes les factures ont été reprises par lot. Ce tableau permet de suivre et de calculer d'éventuelles indemnités de retard. Les indemnités de retard appliquées concernent principalement la campagne 2018. Elles s'élèvent à 69.549,73€, dont 21.665.20€ concernent la livraison tardive de la salade de riz, 21.627.46€ concernent la livraison tardive du riz et 26.257,07 concernent la farine.

À la suite de la demande du l'AA, pour la campagne 2018, tous les bons de livraison ont été encodés dans FEDCOM. À cet effet un récapitulatif des bons de livraison a également été établi pour chaque facture.

### **2.1.6.3. Contrôles des livraisons**

L'autorité de gestion a effectué 9 contrôles de livraison en 2019 dans le cadre de la campagne 2018. En raison du retard dans la procédure d'attribution de la campagne 2018, les livraisons de cette campagne n'ont commencé que pendant l'année 2019 et se sont terminées en 2020. Par conséquent, la majorité des contrôles de livraison ont été effectués au cours de l'année 2019, un certain nombre restant en 2020.

Il est important de savoir que nous avons modifié le système des contrôles de livraison à partir de la campagne 2018. En effet, l'AG a constaté que la qualité des livraisons dépend du transporteur. Partant du principe que chaque fournisseur travaille avec le même transporteur pour tous les produits qu'il a gagné, il a été décidé que les contrôles ne seraient plus effectués par produit mais plutôt par fournisseur. Les contrôles sont répartis Proportionnellement sur les quatre points de livraison. Etant donné qu'environ 70 % des marchandises sont livrées au partenaire logistique des Banques Alimentaires, la plupart des contrôles sont effectués chez eux.

Le nombre minimum de contrôles de livraison à effectuer est fixé à 13 contrôles: un chez chacun des petits partenaires logistiques et 10 chez le partenaire logistique des banques alimentaires. Nous pensons que cela est représentatif des quantités reçues par chaque point de livraison.

Le nombre de contrôles par fournisseur est enregistré au début de chaque campagne, en fonction du nombre de lots attribués à chaque fournisseur. Un certain nombre de principes sont utilisés pour cela:

1. Compte tenu de la grande quantité, le lait est toujours contrôlé au moins deux fois.
2. Un fournisseur qui livrera 1 ou 2 produits est en principe contrôlé une fois.
3. Le nombre restant de contrôles de livraison à effectuer sera ensuite réparti entre les fournisseurs qui livreront 3 produits ou plus.
4. En cas de problèmes majeurs lors des livraisons (lors de notre contrôle de livraison ou signalés par les points de livraison), des contrôles complémentaires de livraison sont effectués.

Parmi les erreurs constatées lors des contrôles de livraison:

- Lait: Il a été constaté qu'une palette avec du lait s'affaissait beaucoup trop fortement, provoquant l'effondrement de la couche inférieure sous la pression des couches supérieures. Au total, 144 unités endommagées ont été identifiées lors de l'un des contrôles de livraison de lait.
- Salade de riz au thon: Un petit dommage a été constaté sur un colis, ce colis a été scotché afin qu'il puisse encore être divisé. Les unités elles-mêmes n'ont pas été endommagées.
- Haricots verts et riz : il a été constaté que certaines palettes étaient légèrement penchées. Ces palettes ont été utilisées par Variofood pour livrer de petites commandes de moins d'une palette.

#### **2.1.6.4. Contrôles des organisations**

Durant l'année 2019, nous avons réalisé 146 contrôles de la campagne 2018 et 2 contrôles de la campagne 2017. Nous comptabilisons ainsi un pourcentage d'organisations contrôlées de 20% [148 organisations contrôlées/743 commandes] durant l'année 2019.

Il est à noter que 32 contrôles de la campagne 2018 ont été réalisés en 2020.

Le pourcentage de répartition des contrôles par risque pour la campagne 2018 est le suivant:

- Plus grandes organisations: 38
- Nouveaux agréments: 8
- Contrôle de suivi: 44
- Révision d'agréments: 24
- Aléatoire: 80 (total = 194 – Ce nombre est supérieur au nombre d'organisations contrôlées [178] car certaines organisations peuvent présenter plusieurs risques [Ex. : grande organisation et contrôle de suivi])

Suite à une analyse de l'évolution des contrôles au cours des campagnes, nous avons à nouveau revu notre analyse de risque afin de nous assurer de pouvoir être en mesure de contrôler toutes les organisations au moins une fois dans le cours de la programmation.

Nous ne contrôlons plus que les 50 plus grandes organisations jamais contrôlées ou dont le contrôle précédent était négatif. En effet, plusieurs grandes organisations ont fait l'objet d'une succession de contrôles positifs lors des campagnes précédentes. Concernant le contrôle des organisations ayant introduit une demande de révision d'agrément, nous ne contrôlons que les organisations n'ayant jamais été contrôlées ou celles dont les résultats du contrôle précédent étaient négatifs.

Toutefois, les contrôles de suivi ainsi que les contrôles des organisations nouvellement agréées continue à être assuré à 100%.

Finalement, nous avons complété l'échantillon avec des organisations choisies parmi celles jamais contrôlées en donnant la priorité aux organisations ayant commandés la plus grande valeur de produits tout lot confondu.

Lors de ces choix, nous avons également pris en considération l'importance de la répartition du rôle linguistique lors des commandes.

Cette année, grâce au délais supplémentaire octroyé à nos services dans le cadre de la soumission du rapport annuel, nous avons déjà pu analyser l'ensemble des PV de contrôle de la campagne 2018 et clôturer près de 90% des dossiers.

Les mesures prises par nos services afin de diminuer la constatation de manquement au règlement FEAD lors des contrôles se sont montrées efficaces.

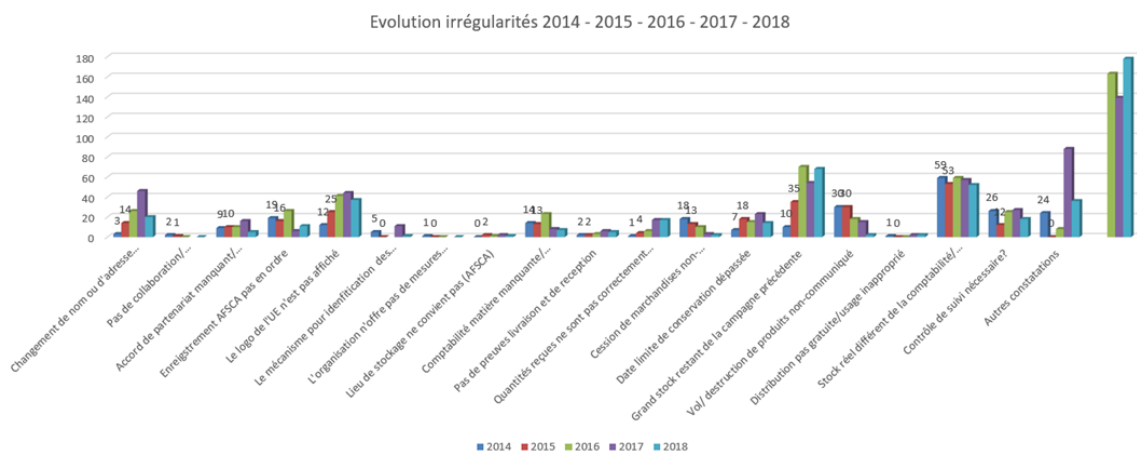
En effet, nous avons diminué de moitié le nombre de manquement constaté suivant en comparaison à la campagne 2017 :

- Changement du nom ou de l'adresse non communiqué [2017 : 47 – 2018 : 20]
- Accord de partenariat avec le CPAS manquant/ incomplet [2017 : 16 – 2018 : 5]
- Absence de mécanisme d'identification des bénéficiaires [2017 : 11 – 2018 : 1]
- Lieu de stockage ne convient pas [2017 : 2 – 2018 : 1]
- Date de limite de conservation des produits dépassées [2017 : 23 – 2018 : 14]
- Destruction non communiquée à nos services [2017 : 15 – 2018 : 2]

Le nombre de contrôle de suivi a programmé lors de la campagne 2019 suite aux manquements importants relevés lors du contrôle de la campagne 2018 a également été diminué de près de la moitié [2017 : 27 – 2018 : 18].

Toutefois, notre équipe doit encore travailler sur la création d'outils permettant aux organisations de ne plus présenter les manquements suivants aux règlements FEAD :

- Enregistrement AFSCA manquant [2017 : 6 – 2018 : 11]
- Affichage du logo européen en format A3 [2017 : 44 – 2018 : 37]
- Comptabilité matière manquante/incomplète [2017 : 8 – 2018 : 7]
- Preuves de livraison non conservée [2017 : 6 – 2018 : 5]
- Quantités reçues ne sont pas correctement reprises dans la comptabilité [2017 : 17 – 2018 : 18]
- Grand stock restant des campagnes précédentes [2017 : 54 – 2018 : 68]
- Stock réel différent du stock repris dans la comptabilité [2017 : 57 – 2018 : 52]



### 2.1.7. INFORMATION ET COMMUNICATION

Durant l'année 2019, les actions suivantes ont été mises en place dans le cadre de l'article 19 du règlement (UE) 223/2014 relatif à l'information et à la communication.

- Dans le cadre du 17ème FEAD Network « Celebrating five years of FEAD » qui a eu lieu en septembre 2019 à Bruxelles, l'AG a organisé les visites de terrain pour tous les participants européens. Cette réunion a été l'occasion pour l'AG d'également faire une présentation en début de réunion. Nous en avons profité pour leur présenter les dessous du FEAD belge et mettre en évidence l'excellente collaboration entre les organisations, les CPAS, les entrepôts, l'équipe du FEAD et les autres partenaires jouant de près ou de loin un rôle dans la distribution des produits du FEAD. Les visites ont été organisées chez nos partenaires : La Porte Verte – Molembeek ; Saint Vincent de Paul – Giraud – Schaerbeek ; Centre Social Protestant - Centre d'Aide aux Personnes ASBL – Ixelles. Cela a été l'occasion de mettre en avant nos organisations partenaires et d'expliquer comment s'organise le FEAD en Belgique.
- En 2019 l'AG a réalisé une enquête sur la programmation FEAD 2014-2020 (nous y reviendrons plus loin). A cette occasion, des focus groups ont été organisés avec des bénéficiaires concernant le fonctionnement du FEAD en général.
- L'AG a été active dans le cadre du FEAD Network et deux bonnes pratiques belges ont été publiées dans la brochure « FEAD case studies » : une bonne pratique de l'AG : « charter for unsold Food products : consultation Platform for Food Aid Sector an Supermarket Chains » et une bonne pratique de l'une de nos organisations : (Saint Vincent de Paul Giraud : « IT tools for Improved Faster FEAD delivery ».
- Le président a.i du SPP IS a également participé à une conférence donnée à Anvers en septembre 2019 : « Food Aid and social policy in Europe – The tension between « cold » and « warm » solidarity », durant laquelle il a expliqué comment l'AG du FEAD en Belgique tente d'intégrer la gestion du FEAD dans une vision et des objectifs plus larges d'intégration sociale.

- Formations FOOD IT : des formations ont été organisées pour les partenaires partout en Belgique (Bruxelles, Liège, Anvers, Flandre occidentale et Flandre orientale).
- Un résumé de chaque rapport annuel a été publié sur le site internet de l'AG. Il s'agit à chaque fois d'un résumé de maximum de deux pages pour en faciliter la lecture. Nous l'avons également annoncé dans notre newsletter.
- Le logo de l'Union européenne a été représenté sur toutes les communications, avec la mention « Avec le soutien de l'Union européenne – le Fonds pour l'aide européenne aux plus démunis ».
- Comme chaque année, le règlement 2019, présenté simultanément à la demande des commandes, stipule que le drapeau européen doit être affiché à tous les stades de la distribution. Le format minimal A3 a bien été mentionné. Cet aspect a également été contrôlé lors de chaque contrôle sur place (voir point 2.1.6.4.).
- Une liste de toutes les organisations qui ont bénéficié de l'aide du Fonds en 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 a été publiée sur le site Internet du SPP IS – en vertu de l'article 19, §2 du règlement. Cette liste est téléchargeable en suivant ce lien : [https://www.mis.be/sites/default/files/documents/liste\\_des\\_associations\\_et\\_quantites\\_de\\_produits\\_recus\\_2014\\_-\\_2015\\_-\\_2016\\_2017\\_2018\\_2019.xlsx](https://www.mis.be/sites/default/files/documents/liste_des_associations_et_quantites_de_produits_recus_2014_-_2015_-_2016_2017_2018_2019.xlsx)
- Les chiffres de la campagne 2018 et de la campagne 2019 ont été publiés. De plus, dans un souci de transparence, l'AG a publié sur son site web les plafonds communaux pour toutes les campagnes de la programmation 2014 - 2020 ainsi que le listing reprenant les communes sur lesquelles chaque organisation est active.
- L'AG a continué d'envoyer une lettre d'information mensuelle dans le cadre du FEAD. Comme l'année passée, notre lettre d'information a été envoyée à plus de 1700 adresses chaque mois.

### *2.1.8. OPTIMISATION DU SYSTEME ACTUEL ET PREPARATIONS POUR L'ANNEE 2020*

Le processus de consultation avec les partenaires, qui constitue l'une des principales caractéristiques du FEAD en Belgique, a bien entendu continué pendant l'année 2019. Comme dans le passé, nos partenaires ont été invités à se réunir tous les trimestres : la Fédération belge des Banques alimentaires, la Croix-Rouge, la Fédération des Services Sociaux (FDSS), le Réseau belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN), les associations des villes et communes, Komosie, Level IT et plusieurs experts du vécu de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

En 2019, les réunions du groupe de concertation ont eu lieu aux dates suivantes 14/03/2019, 18/06/2019, le 24/09/2019 et le 12/12/2019.

Le but de ces réunions reste inchangé : partager l'information concernant les principales activités menées dans le cadre du FEAD.

Dans le rapport de l'année passée, nous expliquions que le travail de collaboration avec le secteur de la grande distribution s'était poursuivi et était en phase d'aboutir à une charte sur l'aide alimentaire. Plusieurs réunions ont été nécessaires avec le secteur (voir aussi rapport de l'année passée). La charte à laquelle nous avons abouti a pour objet la maximisation et l'optimisation de la redistribution des dons invendus gratuitement permettant aux supermarchés de bénéficier d'une réduction de TVA. Les organismes qui adhèrent à la charte s'engagent, dans la mesure du possible, à respecter les règles qui y sont énoncées, dès lors qu'ils mettent en place une collaboration dans le cadre de la cession de denrées alimentaires invendues à destination d'associations, de représentants d'association ou de CPAS en charge de leur redistribution gratuite aux personnes nécessiteuses bénéficiaires en situation de pauvreté. La charte expose les principales « obligations » du donneur aussi bien que du receveur en matières de dons : assurer la qualité, limiter les jours de collecte, mettre en place un protocole de collaboration, etc.

La charte devait être signée et présentée publiquement par le ministre mais avec l'arrivée de la pandémie du COVID – 19 cela a été retardé.

#### **2.1.8.1. La liste des produits**

Pour l'année 2019, la liste des produits n'a pas fondamentalement changé. Voir le point 2.2.3.

#### **2.1.8.2. Les frais de transport**

Comme expliqué dans tous nos rapports précédents, les frais de transport élevés sont l'un des principaux problèmes du FEAD en Belgique.

En Belgique, les frais de transport sont repris dans l'appel d'offres pour l'achat de denrées alimentaires (ils sont inclus dans le prix proposé par les fabricants).

En 2017, afin de trouver une vraie solution structurelle au problème, il a été décidé, en concertation avec les partenaires, de modifier le programme opérationnel afin de pouvoir utiliser le forfait prévu dans l'article 26, § 2 c du Règlement (UE) n° 223/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 relatif au Fonds européen d'aide aux plus démunis.

En utilisant ce forfait, l'AG a souhaité mettre en place des points centraux de stockage géré par des organisations relais et ainsi diminuer les coûts de transport et optimiser les livraisons. En 2018, aucun changement n'a été fait à ce système et les quatre grands entrepôts définis ont continué à jouer leur rôle.

Dans le courant de l'année 2019, un montant total de 893.445,75€ a été versé aux organisations relais dans le cadre de ce forfait.

### **2.2. INFORMATION SUR L'EVALUATION DES ACTIONS EN TENANT COMPTE DES ARTICLES 5(6), 5 (11), ET LE CAS ECHEANT, 5(13) DU REGLEMENT (UE) N 223/2014.**

#### **2.2.1. ARTICLE 5 (6) – LE RISQUE DE DOUBLE FINANCEMENT**



Il n'existe aucun risque de double financement avec le Fonds Social Européen. En effet, comme cela est stipulé dans le programme opérationnel, le financement de 5% prévu pour les mesures d'accompagnement n'est pas utilisé.

Quant aux autres mesures d'accompagnement pertinentes, le risque de double financement est également inexistant. En effet, il n'y a pas d'autre utilisation des fonds que celle de l'achat de denrées alimentaires (l'achat étant géré exclusivement par l'AG) et l'assistance technique. Il n'y a pas de transfert d'argent entre l'AG et les organisations partenaires agréées.

### **2.2.2. ARTICLE 5 (11) – ÉGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

L'AG rappelle régulièrement que l'égalité entre les femmes et les hommes constitue l'un des principes fondateurs de l'Union européenne: « L'égalité est l'une des cinq valeurs sur lesquelles l'Union européenne est fondée. L'Union est tenue de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans toutes ses actions (Articles 2 et 3 TUE, article 8 TFUE.). La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne institue cette égalité et interdit toute discrimination fondée sur le sexe. » (Source: [http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/strategy\\_equality\\_women\\_men\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/strategy_equality_women_men_fr.pdf))

L'AG rappelle donc régulièrement aux organisations et CPAS que la distribution de produits FEAD doit être accessible à toute personne vivant sous le seuil de pauvreté et que les organisations et CPAS doivent en prévenir toute discrimination et assurer l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous rappelons par ailleurs que les critères d'éligibilité à l'aide reposent sur le seuil de pauvreté et sont donc objectifs. Cela permet d'éviter toute discrimination liée au sexe ou à l'origine de la personne bénéficiant de l'aide.

Plusieurs organisations sont sensibilisés à l'égalité entre les hommes et les femmes : plusieurs activités à destination des femmes sont mises en place comme des ateliers de soins par exemple. Des garderies et stage de vacances sont également mis en place pour assurer la garde des enfants durant les congés scolaires ce qui permet de dégager du temps dans le cadre de la recherche d'emploi pour les femmes qui sont majoritairement isolées avec un/des enfant(s).

### **2.2.3. ARTICLE 5 (13) – CRITERES OBJECTIFS / ASPECTS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DANS LE CHOIX DE L'AIDE ALIMENTAIRE**

Nous renvoyons ici aux critères mis en place dans le marché (pas d'OGM, pêche durable, etc.).

#### **2.2.3.1. Liste de produits 2019**

Une nouvelle liste de produits a été élaborée pour l'année 2019 mais qui ne change pas fondamentalement de la liste de l'année précédente.

Cette liste est le fruit d'un travail de fond réalisé en partenariat avec différents experts dans le but d'améliorer la qualité des produits proposés (au niveau nutritionnel tout en s'inscrivant dans le cadre d'une alimentation saine et durable).

Les produits choisis en concertation ont abouti à la liste suivante : lait demi écrémé, sardines à l'huile d'olive, salade de riz au thon issu de la pêche durable, farine de blé, café moulu 100 % arabica issu du commerce équitable, spaghetti, riz, tomates pelées, haricots verts, petits pois, pois chiches, confiture de fraises, huile d'olive, biscuits secs de type petit beurre, chocolat au lait issu du commerce équitable, soupe, pétales de blé au chocolat, chili con carne.

De nouveau, cette année, les spécifications techniques de certains produits incluaient des critères durables : c'était le cas de la salade de riz au thon (issu de la pêche durable), des céréales (sans aucune trace d'OGM) ou du café (commerce équitable).

Tous les produits proposés ont un «système d'ouverture facile» ne nécessitant pas d'ouvre-boite.

Pour information, le tableau ci-dessous fournit la comparaison de la liste des produits depuis le début de la mise en œuvre du FEAD en 2014 par rapport à la liste des produits de 2018.

Produits 2014	Produits 2015	Produits 2016	Produits 2017	Produits 2018	Produits 2019
Lait demi-écrémé	Lait demi-écrémé	Lait demi-écrémé	Lait demi-écrémé	Lait demi-écrémé	Lait demi-écrémé
Saumon en conserve	Sardines à l'huile d'olive	Maquereaux à l'huile d'olive	Maquereaux à l'huile d'olive	Maquereaux à l'huile de tournesol	Sardines à l'huile d'olive
Filets de maquereau à la sauce tomate	Lentilles	Pois chiches	Haricots blancs	Haricots rouges	Pois chiches
Carbonnades de bœuf	Poulet en sauce	Poulet en sauce	Poulet aux olives et citron	Poulet aux olives et citron	Chili con carne
Macaronis	2 types de pâtes: spaghetti et spirelli	Pâtes : Penne	Pâtes : spaghetti biologiques	Pâtes : spaghetti biologiques	Pâtes: spaghetti
Flocons de pommes de terre	Semoule	Pâtes Farfalle	Pâtes : coquillettes	Pâtes : proposition libre	
Tomates pelées	Tomates pelées	Tomates pelées	Tomates pelées	Tomates pelées	Tomates pelées
Petits pois et carottes	Haricots verts très fins	Haricots verts très fins	Haricots verts très fins	Haricots verts très fins	Haricots verts très fins
Champignons	Fromage fond de type vache qui rit	Fromage fond de type vache qui rit	Fromage fond de type vache qui rit	Fromage fond de type vache qui rit	
Cocktail de fruit au sirop léger	Mousseline de pommes	Mousseline de pommes	Mousseline de pommes	Mousseline de pommes	
Huile d'arachide	Huile d'olive	Huile d'olive	Huile d'olive	Huile d'olive	Huile d'olive
Confiture extra aux quatre fruits rouges	Confiture de fraises	Confiture de fraises	Confiture aux 4 fruits rouges	Confiture de fraises	Confiture de fraises
Céréales pour petit-déjeuner (blé soufflé enrobé de miel)	Pétales de maïs sucrés	Farine de blé	Farine de blé	Farine de blé	Farine de blé
Poudre de pudding à la vanille	Pétales de blé au chocolat	Pétales de blé au chocolat	Pétales de blé aux copeaux de chocolat	Muesli aux fruits secs	Pétales de blé au chocolat

	Chocolat au lait (tablettes)	Chocolat noir issu du commerce équitable	Chocolat noir issu du commerce équitable	Chocolat noir issu du commerce équitable	Chocolat au lait issu du commerce équitable
		Soupe de tomates-légumes au bouillon de légumes	Boulettes sauce tomate	Boulettes sauce tomate	Soupe
		Salade de Riz au thon	Salade de Riz au thon	Salade de Riz au thon	Salade de riz au thon
		Sucre blanc	Fruits secs		
		Riz	Riz	Riz	Riz
		Macédoine de légumes	Macédoine de légumes	Macédoine de légumes	Petits pois
		Biscuits secs «petits beurre»	Galettes de maïs		Biscuits secs type petit beurre
			Café	Café	Café

### 2.2.3.2. Liste de produits 2020

Fin 2018, l'AG a entamé les préparatifs pour l'exercice 2020, avec notamment l'adaptation de la liste de produits. Pour la campagne 2020 l'AG a décidé de ne pas apporter de gros changements à la liste de produits.

Pour élaborer cette liste, et comme chaque année, plusieurs éléments ont été pris en compte : le retour du terrain, la qualité nutritionnelle, la durabilité, l'indice glycémique, etc. (voir aussi rapports annuels précédents).

Les «produits phares» ont bien entendu été conservés : le lait, les tomates, les pâtes, les haricots verts, etc.

## 2.3. INDICATEURS COMMUNS

### 2.3.1. INDICATEURS DE RESSOURCES

Identifiant de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	2014	2015	2016	2017	2018	2019
(1)	Montant total des dépenses publiques éligibles approuvées dans les documents fixant les conditions	EUR	12.695.237,36€  11.871.000,00€ (montant appel à marché 2014) + 712.260,00€ (coût TVA 6%) + 111.977,36€ (assistance technique)	13.282.352,12€  12.092.000,00€ (montant appel à marché 2015) + 725.520,00€ (coût TVA 6%) + 464.832,12€ (assistance technique)	11.096.510,27€  10.067.924,53€ (montant appel à marché 2016) + 604.075,47€ (coût TVA 6%) + 424.510,27€ (assistance technique)	14.075.586,71€  12.550.188,86€ (montant appel à marché 2017) + 753.011,32€ (coût TVA 6%) + 289.817,25€ (forfait 5%) + 482.569,46€ (assistance technique)	13.681.679,96€  12.208.896,23€ (montant appel à marché 2018) + 732.533,77€ (coût TVA 6%) + 312.067,58 (forfait 5%) + 428.182,38€ (assistance technique)	14.025.699,47  11.849.056,60€ (montant de l'appel à marché 2019) + 710.943,40€ (coût TVA 6%) + 893.445,75€ (forfait 5%) + 572.253,72

	ns du soutien aux opérations								(assistance technique)
(2)	Montant total des dépenses publiques éligibles engagées par les bénéficiaires et effectuées au cours de l'exécution des opérations dont,	EUR	9.799.065,01€	6.170.520,51€	12.970.034,41€	12.625.165,73€	11.463.452,23€	11.542.144,82€	
(2a)	Montant total des dépenses publiques éligibles engagées par les bénéficiaires et effectuées au cours de l'exécution des opérations de distribution de l'aide alimentaire	EUR	9.687.087,650e	5.705.688,39€	12.545.524,14€	12.142.596,27€	11.035.269,85€	10.969.891.10€	
(2b)	Montant total des dépenses publiques éligibles engagées par les bénéficiaires et effectuées au cours de l'exécution des opérations liées à la	EUR	0	0	0	0	0	0	0

	fourniture d'une assistance matérielle de base							
(3)	Montant total des dépenses publiques éligibles déclarées à la Commission	EUR	0	0	18.814.832,10€ 12.679.496,90€ (DC1) + 6.135.335,20€ (DC2)	17.468.341,37€ 7.038.003,20€ (DC4) + 10.430.338,17€ (DC6)	8.378.048,63 €  748.303,86€ (DC7) + 1.802.824,34€ (DC8) + 5.826.920,43€ (DC10)	10.178.615,39  6.796.974,76€ (DC11) + 3.381.640,63€ (DC13)

### 2.3.2. INDICATEURS DE REALISATION RELATIFS A L'AIDE ALIMENTAIRE DISTRIBUEE

Identifiant de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	2014	2015	2016	2017	2018	2019
(4)	Quantité de fruits et de légumes	Tonne	516,24	1.101,01	1.198,10	2.422,21	1.296,46	1.753,71
(5)	Quantité de viandes, œufs, poissons et fruits de mer	Tonne	582,28	389,75	249,56	256,40	69,51	209,04
(6)	Quantité de farine, pain, pommes de terre, riz et autres produits riches en amidon	Tonne	775,66	1.078,81	2.252,19	3.640,44	1.904,58	2.490,21
(7)	Quantité de sucre	Tonne	0	0	0	488,31	79,06	0
(8)	Quantité de produits laitiers	Tonne	2.153,95	3.177,44	1.815,73	3.893,09	3.606,83	3.337,64
(9)	Quantité de graisses, d'huile	Tonne	131,58	142,87	422,70	420,50	351,44	331,56
(10)	Quantité de plats cuisinés, autres	Tonne	449,23	791,73	599,55	1.637,94	952,77	1.037,57

	denrées alimentaires (qui ne relèvent pas des catégories susmentionnées)								
(11)	Quantité totale de l'aide alimentaire distribuée	Tonne	4.608,95	7.685,44	6.537,83	12.758,89	8.260,66	9.159,72	
(11a)	Pourcentage des denrées alimentaires pour lesquelles seuls le transport, la distribution et le stockage ont été payés par le PO	%	0	0	0	0	0	0	
(11b)	Pourcentage des denrées alimentaires cofinancées par le FEAD, par rapport au volume total de nourriture distribué par les organisations partenaires	%	50	50	50	50	50	50	
(12)	Nombre total de repas distribués et financés totalement ou partiellement par le PO	Chiffre	1.570.522	1.136.460	1.111.363	978.223	776.690	889.677	
(13)	Nombre total de colis alimentaires distribués et financés totalement ou	Chiffre	1.377.488	1.695.777	1.702.987	1.789.069	1.953.248	1.934.657	

	partiellement par le PO							
--	-------------------------	--	--	--	--	--	--	--

### 2.3.3. INDICATEURS DE RESULTAT RELATIFS A L'AIDE ALIMENTAIRE DISTRIBUEE

Identifiant de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	2014	2015	2016	2017	2018	2019
(14)	Nombre total de personnes bénéficiant d'une aide alimentaire	Chiffre	225.549	273.121	300.526	311.205	393.824	413.058
(14a)	Nombres d'enfants âgés de 15 ans ou moins	Chiffre	61.168	70.143	75.824	88.141	132.867	119.728
(14b)	Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus	Chiffre	14.892	19.241	15.782	21.980	36.368	32.110
(14c)	Nombre de femmes	Chiffre	69.589	89.980	87.331	98.913	168.206	142.110
(14d)	Nombre de migrants, participants d'origine étrangère, personnes appartenant à des minorités (y compris des communautés marginalisées telles que les Roms)	Chiffre	87.018	99.111	93.466	102.269	118.448	107.430
(14e)	Nombre de personnes handicapées	Chiffre	5.013	5.858	10.611	9.788	12.658	18.987
(14f)	Nombre de sans-abri	Chiffre	21.349	11.021	10.378	20.414	19.929	19.823

### 2.3.4. INDICATEURS DE SORTIE RELATIFS A L'AIDE MATERIELLE DE BASE FOURNIE

Pas applicable.

### 2.3.5. INDICATEURS DE RESULTAT RELATIFS A L'AIDE MATERIELLE DE BASE FOURNIE

Pas d'application.

## II. RAPPORTS PRESENTES EN 2017, 2022 ET RAPPORT FINAL D'EXECUTION

### 3. CONTRIBUTION A LA REALISATION DES OBJECTIFS SPECIFIQUES ET GLOBAUX DU FEAD

3.1. *INFORMATION ET EVALUATION DE LA CONTRIBUTION A LA REALISATION DES OBJECTIFS SPECIFIQUES ET GLOBAUX DU FEAD, TELS QUE SPECIFIES DANS L'ARTICLE 3 DU REGLEMENT (UE) N° 223/2014*

**N/A**

### **III. ANNEXES**

Annexe I Indicateurs de résultat

Annexe II Indicateurs de réalisation

### **IV. ANNEXE: RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 13, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N°223/2014**

Comme prévu dans le règlement, l'AG a soumis le projet de rapport annuel à tous ses partenaires.

Concrètement, le rapport a été envoyé à la Fédération belge des Banques alimentaires, la Croix-Rouge, la Fédération des Services Sociaux (FDSS), le Réseau belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN), Level IT, Herwin, Welzijnsschakels, notre cellule stratégique et les associations des villes et communes.

Nous avons demandé une réponse au plus tard pour le 28/09/2020.

Nous avons reçu quelques commentaires de la part d'un partenaire qui ont été intégrés dans la version finale.

### **V. LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES**

AA	Autorité d'audit
AROP	At-risk-of-poverty
AG	Autorité de gestion
AC	Autorité de certification
AFSCA	Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire
CE	Commission européenne



CPAS	Centre public d'action sociale
EU	Union européenne
FDSS	la Fédération des Services Sociaux
FEAD	Fund of European Aid to the Most Deprived – Fonds européen d'aide aux plus démunis
ILA	Initiative locale d'accueil
OGM	Organisme génétiquement modifié
PO	Programme opérationnel
SPP IS	SPP Intégration sociale